



Coraf Action

4e trimestre 2007

N° 45

LETTRE D'INFORMATION POUR LA RECHERCHE ET LE DÉVELOPPEMENT AGRICOLES EN AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE

Afrique de l'Ouest Résultats de recherche : du bon et du mauvais

|| *CE QUI EST DEVANT N'ÉCHAPPE PAS aux yeux* ", telle semble être la source d'inspiration de la Banque mondiale et de ses partenaires. Quoi de plus prévenant alors que de prendre déjà en compte les effets

environnementaux et sociaux, positifs et négatifs, des résultats de recherche sur la génération et la diffusion des technologies du Programme de pro-

suite à la page 2



L'hygiène et la propreté des aliments sont irremplaçables.

Un accord de coopération stratégique signé

A CÔTÉ DES CHAMPS INDIVIDUELS, IL est de tradition de cultiver ensemble dans le champ collectif et de mettre les produits et revenus ensemble. Le CORAF/WECARD et l'AHBFI (Harvest Biotech Foundation International) n'ont pas dérogé à la règle, en signant un Accord de coopération stratégique, le 30 mai 2007, à Abidjan.

C'était en marge de la célébration du vingtième anniversaire du premier. Dans cet Accord, les deux institutions s'engagent à s'épauler dans la réalisation de certaines études socioéconomiques sur les effets nutritionnels que pourraient procurer les produits de l'African biofortified sorghum Project (ABS).

Le Conseil s'engage à tout mettre en œuvre pour défendre l'accélération du développement des cadres politiques favorables à la promotion de la biotechnologie et à la biosécurité, y compris ce Projet d'Afrique de l'Ouest et du Centre. Il en fera de même, dans les réunions de haut niveau, dans le but de drainer le soutien nécessaire à l'utilisation de la biotechnologie, dont les organismes génétiquement modifiés, afin d'améliorer les cultures traditionnelles comme le sorgho.

L'engagement est également pris de créer le pont conduisant à de solides relations avec les institutions nationales, les autres Organisations sous-

Suite à la page 5

ECHOS DE LA RECHERCHE

suite de la première page

ductivité agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO ou WAPP) ! C'est ce qu'ils ont fait dans le Plan cadre de gestion environnementale et sociale (PGES). La précédente édition a fait part des effets environnementaux positifs et négatifs, celle-ci relate les effets sociaux positifs et négatifs.

D'après l'étude menée au Burkina Faso, au Ghana, au Mali et au Sénégal, les projets de ce Programme sont censés produire les impacts sociaux positifs que sont la création de nouveaux emplois pour lutter contre la pauvreté, l'amélioration des capacités des services agricoles et des organisations des producteurs, le perfectionnement de l'accès aux opportunités d'investissement, en l'occurrence le micro-crédit. S'y ajoutent l'appui aux structures de recherche devant contribuer à une meilleure maîtrise des facteurs d'accroissement de la productivité agricole, le meilleur partage des résultats de recherche entre les acteurs, le respect des exigences de gestion de l'environnement et des ressources naturelles, le développement du partenariat scellé par les instituts de recherche, les Organisations professionnelles des producteurs, le Secteur public, le Secteur privé, les Organisations non gouvernementales et les Partenaires financiers, sans oublier la promotion du développement local durable favorisant la formulation par les populations de leur demande d'appui – prise en compte du genre et de la notion d'équité – et leur participation à celle des politiques et stratégies nationales.

Savoir-faire des professionnels de la viande et du lait

L'amélioration des systèmes de production — irrigation et aménagement des petits périmètres maraîchers — permettra de créer des emplois, de diversifier et d'accroître significativement les productions locales, d'augmenter les revenus des ménages, d'améliorer la nutrition.

Il en est de même des activités de reboisement, de protection des zones boisées et de création de pare-feux, de sauvegarder la biodiversité, d'assurer la disponibilité du bois de chauffe. A cet égard, développer les techniques

de compostage va entraîner la réduction du prix d'achat des engrais chimiques, mieux le compost peut les remplacer dans l'amendement des sols, la sensibilisation des populations aux techniques de récupération, de recyclage et de valorisation des matières résiduelles.

En mettant en œuvre la promotion des denrées alimentaires de qualité, le Programme de productivité contribuera aussi à créer de la valeur ajoutée, à rentabiliser les infrastructures et les investissements, à réduire les importations non contrôlées de viande rouge et de volaille. Il en fera de même, en permettant la reconnaissance professionnelle des acteurs et l'amélioration de leur statut par le renforcement des regroupements interprofessionnels et par l'amélioration du savoir-faire des professionnels de la viande et du lait.

La biotechnologie, une priorité

En procédant à la transformation de fruits et des légumes, exposés à la prolifération microbienne, le Programme entend assurer leur état de salubrité, leur valeur nutritive et leur acceptabilité organoleptique, la diversification alimentaire. Les groupements de femmes en tireront leurs principales



La pauvreté a la peau dure !

sources de revenus. La mécanisation de cette activité va leur profiter aussi, hormis les prestataires de services, dans la mesure où les travaux ménagers s'allègent et, avec elles, leur pénibilité.

En voulant améliorer le système d'information et de modélisation de l'élevage, il cherche à obtenir la garantie d'une meilleure définition des politiques et stratégies de développement des pro-

ductions animales, à assurer la prévention de l'évolution conjoncturelle de la situation alimentaire des populations pastorales et du cheptel et le renforcement du professionnalisme des agents par le biais de la formation.

En initiant, en région sahélienne, les recherches sur le pastoralisme, il compte mettre au point des méthodes de suivi des troupeaux sur les pâturages naturels et recueillir des données pour mieux gérer, par la méthode extensive, les troupeaux.

En faisant du recours à la biotechnologie une priorité, l'effort sera axé sur le développement de ses outils bien connus — la génétique moléculaire, la culture des tissus, etc. — qui vont améliorer la compréhension de la biodiversité agricole, les plantes, les animaux ainsi que leur utilisation.

Les migrants

Quant à la sécurité sanitaire, la qualité des aliments constitue un facteur primordial dans l'amélioration de leur hygiène, la protection de la santé des populations et le développement durable des industries agroalimentaires.

A côté de cela, existent les impacts sociaux négatifs, à commencer par le fait de vouloir augmenter la production. Il pourrait participer, en effet, à l'avènement et à la multiplication de maladies liées à l'eau — le paludisme, les verminoses, la bilharziose, etc. — et aux intoxications dues aux pesticides. Et pour ces dernières, l'inquiétude ne peut pas s'amenuiser, puisque le dispositif de suivi actuel ne fournit pas régulièrement les informations sur les formes existantes, tout comme les structures de santé n'en ont pas les connaissances suffisantes pour effectuer ce suivi. Or, pour certaines cultures, comme le coton, sont employés des pesticides à haute toxicité. Les périmètres irrigués sont faits pour être irrigués, mais le faire détruit les pâturages, d'où l'un des feux qui allument et ravivent les conflits opposant éleveurs et agriculteurs.

Il est aussi certain que le fait de labelliser collectivement les produits les rend inaccessibles aux petits consommateurs, parce qu'ils deviennent coûteux ; les coûts de production deviennent élevés pour un marché intérieur à faible potentiel ; les petits producteurs villageois finissent par être marginalisés ; etc.

Enfin, favorisés par les investissements, les systèmes de production agricole intensifiés mènent directement et souvent à la multiplication du nombre de conflits sur le foncier et attirent les migrants, dont la présence massive exerce une pression supplémentaire sur les ressources naturelles.

Contact : Paco Sérémé
CORAF/WECARD, BP 48 Dakar RP
CP 18523, Dakar, Sénégal
Tél. : (221) 33 869 96 18
Fax : (221) 33 869 96 31
E-mail : paco.sereme@coraf.org
Skype : Skypesereme
Internet : www.coraf.org

La suite sur le cadre politique et législatif environnemental dans la prochaine édition

Afrique de l'Ouest OMC : impact des négociations internationales sur l'élevage

LE MONDE EST DEvenu UN VILLAGE planétaire ! A cette célèbre formule, aujourd'hui, rien n'y échappe, surtout pas l'élevage. Les deux cent vingt millions de consommateurs d'Afrique de l'Ouest, qui seront 350 millions en 2020, à cause d'une plus forte urbanisation, vont changer, rapidement et largement, les systèmes d'élevage et la chaîne de commercialisation des produits.

Les défis du secteur y sont très importants, du fait de l'élasticité des hauts revenus que procurent les produits animaux. Le décalage entre la demande et l'offre de lait et de viande de volaille est particulièrement important : l'auto-suffisance en lait 60 à 70 %, dans les pays de la zone sahéenne, et près de 10 à 50 %, dans ceux de la zone côtière. Ces chiffres indiquent l'importance trop forte de leur place dans

l'approvisionnement des marchés de la sous-région.

Le corridor central

Ainsi, les dynamiques actuelles et les perspectives de développement du secteur de l'élevage, dans le contexte de la libéralisation du commerce et des négociations internationales sur le commerce, méritent d'être analysées.

Le propre de cette sous-région est d'être formée d'une grande diversité de zones agroécologiques, influençant très fortement les divers systèmes d'élevage et l'organisation de toute la chaîne alimentaire. Cette dernière profite mutuellement à ces différentes zones, à telle enseigne que des pays sahéens, tels le Mali, le Burkina Faso et le Niger participent largement à l'approvisionnement en viande et en bovin des pays côtiers, tels le Nigeria et le Ghana. Ces derniers leur fournissent, en retour, des céréales.

Ces exportations concernent les animaux sur pieds — bovins et petits ruminants —, la volaille, la viande de volaille, le cuir et les peaux. Les animaux quittent le Mali et le Burkina Faso et arrivent en Côte d'Ivoire, au Ghana, au Togo et au Bénin (moins que ces derniers) par la zone dite du "corridor central".

Quand ils quittent le Tchad, le Niger, le Soudan, la République Centrafricaine, le Mali et le Burkina Faso pour se rendre au Cameroun, au Nigeria, au Bénin et au Togo, ils passent par la zone dite "Nigeria".

Quand ils viennent de la Mauritanie et du Mali pour aller au Sénégal, en Gambie et en Guinée-Bissau, ils traversent la zone du "littoral ouest".

Ne nous y méprenons pas

Ce commerce épouse parfaitement le contour des zones urbaines des pays côtiers, selon la grosseur de leurs populations et leur puissance économique dans l'économie sous-régionale. Les pays du Golfe de Guinée — Nigeria, Côte d'Ivoire et Ghana — participent à 70 % au produit intérieur brut de la sous-région. Les deux premiers pays, à eux seuls, englobent plus de 80 % des exportations du Burkina Faso et du Mali, destinées au marché ivoirien.

Les réseaux socioéconomiques jouent un rôle très appréciable dans ce commerce intra sous-régional. Diverses organisations s'appuient, en effet, sur les relations entre les groupements économiques et les réseaux transfrontaliers, où les affaires et les finances sont étroitement liées.

Mais il n'y a pas que ce type de commerce, puisqu'il en existe d'autres, certes moins importants, comme l'exportation des chameaux du Niger vers l'Afrique du Nord. Celle des peaux de petits ruminants vers l'Union européenne représente, en 2002, près de 20 % pour le Burkina Faso et un peu plus de 30 % pour le Bénin, dans toutes leurs exportations agricoles.

Mais, ne nous y méprenons pas, ce commerce extra sous-régional est dominé par les importations par ces pays des produits animaux venant de l'Union européenne.

Contact : Papa Nuhine Dièye, Guillaume Duteurtre
ISRA, BP 3120, Dakar, Sénégal
Tél. : (221) 33 832 17 56
E-mail : padieye@yahoo.fr
E-mail : duteurtre@cirad.fr

La suite de cet article dans le prochain numéro

Agriculture africaine Le FARA tient ses quatrièmes assises

PROMOUVOIR LA PRODUCTIVITÉ ET LA compétitivité de l'agriculture africaine dans une économie mondiale " n'est certainement pas de la sinécure. Pourtant, c'est ce que compte prendre à bras le corps le Forum pour la recherche agricole en Afrique (FARA). Sa quatrième Assemblée générale l'a encore renouvelé, lors de sa tenue, à Johannesburg, du 10 au 16 juin 2007. Mais comment s'y est-il pris ? En regroupant les représentants de ses quatre Organisations sous-régionales membres, dont le CORAF/WECARD, et de l'ensemble de ses partenaires, il s'est entouré de suffisamment de compétences pour traiter d'une pano-

ECHOS DE LA RECHERCHE

plie de questions relatives à cette grande préoccupation.

Il s'agissait pour eux d'identifier et d'exploiter les avantages comparatifs de l'Afrique dans la production agricole, l'agro-industrie et les industries connexes, de développer ses capacités commerciales et innovantes, de tirer des leçons des succès scientifiques ayant permis l'influence de ses politiques agricoles.

L'intégrité éthique et morale

Il s'agissait également de statuer sur les conditions du repositionnement de l'agriculture africaine, de positionner les institutions de recherche pour les rendre plus efficaces, de se servir des leçons tirées de la gestion des risques et catastrophes, de jauger son aptitude à renforcer les capacités humaines et institutionnelles de l'industrie agricole.

Il s'agissait, enfin, de mobiliser la Société civile, d'examiner de près l'agriculture périurbaine et de profiter des connaissances locales, tout en respectant les droits de propriété intellectuelle, l'intégrité éthique et morale ainsi que la biosécurité.

Ainsi, présidée par Mme Lulu Xingwana, ministre de l'agriculture et des affaires foncières, l'Assemblée générale, à l'issue de cette profonde réflexion, recommande la promotion du commerce intra-africain des aliments de base et du commerce international des produits de valeur supérieure, la reconnaissance de l'agriculture périurbaine comme l'activité dominante quoique nécessitant l'adoption de nouvelles approches de recherche.

Les délégués croient possible le développement de la capacité endogène d'innover des Africains, sans pour autant se fermer à celle de l'extérieur. Ils croient également qu'il est possible de maximiser l'impact de la recherche et du développement agricoles, à travers des options pragmatiques offertes aux décideurs politiques, de développer une capacité vétérinaire appropriée de surveillance des maladies du bétail et des systèmes d'épidémiologie et de réponse.

Les membres du conseil exécutif dans leurs nouvelles fonctions

Ils ont approuvé les fonctions d'assistance de la mise en réseau du groupe intégré du Forum, en tant qu'une



Dans le stand d'exposition du CORAF/WECARD, Melle Julienne Kuseu, en pleine explication de ses activités au ministre sud-africain de l'agriculture et des affaires foncières, Mme Lulu Xingwana (de dos, première à partir de votre gauche), accompagné par Dr Patrick M. Jones (à sa droite), secrétaire exécutif du FARA.

solide base des contributions des Organisations sous-régionales, ainsi que la faisabilité du plaidoyer facilitant le renforcement de la gestion de la recherche et des sciences agricoles.

Les délégués demeurent convaincus qu'il vaut mieux se focaliser sur les causes plutôt que sur les effets, en matière de traitement des importantes questions de renforcement des capacités, rétablir les déséquilibres et les injustices de genre et d'âge, intégrer les solides connaissances en recherche et en développement par les producteurs, faire les ajustements individuels et organisationnels nécessaires à la communication et à l'apprentissage partagés entre les praticiens des différentes sciences.

Enfin, ils sont convaincus de la nécessité de reconnaître les organisations de la Société civile de l'Afrique au Sud du Sahara et de l'Afrique du Nord.

Les six cents délégués de cette quatrième Assemblée générale se sont quittés, après avoir adopté le Programme biennal de l'Organisation continentale et installé les membres de son Conseil exécutif dans leurs nouvelles fonctions (voir encadré).

Contact : Julienne Kuseu
CORAF/WECARD, BP 48 Dakar RP
CP 18523, Dakar, Sénégal
Tél. : (221) 33 869 96 18
Fax : (221) 33 869 96 31
E-mail : julienne.kuseu@coraf.org
Skype : Kuseujulienne
Internet : www.coraf.org

Les heureux élus du Conseil exécutif

Kyeteré Denis, président, Afrique australe et de l'Est (ASARECA)

Yo Tiémoko, vice-président, Afrique de l'Ouest et du Centre (CORAF/WECARD)

Amor Chermiti, Afrique du Nord et Moyen-Orient (ARNA)

Adnan Gibriel, Afrique du Nord et Moyen-Orient (ARNA)

Abebe Haile-Gabriel, Union africaine (UA)

Seyfu Ketema, Afrique australe et de l'Est (ASARECA)

Mbog Sylvie, Afrique de l'Ouest et du Centre (CORAF/WECARD, Organisation non gouvernementale)

Lucy Muchoki, Afrique australe et de l'Est (ASARECA, Secteur privé)

Margeret Nyirenda, Afrique centrale et de l'Est (SADEC/FANR)

Mwangi Josephine, Afrique centrale et de l'Est (SADEC/FANR)

Porquet Désiré, Afrique de l'Ouest et du Centre (CORAF/WECARD, Organisations professionnelles des producteurs (OPP)

Papa A. Seck, Centres internationaux de recherche agronomique (CGIAR)

Paco Sérémé, Afrique de l'Ouest et du Centre (CORAF/WECARD)

Monty P. Jones, secrétaire exécutif (FARA)

suite de la première page

régionales et les groupes d'acteurs, pour que les semences et produits se développent durablement dans la sous-région.

Programmes techniques et de communication

Toutes les deux institutions s'accordent à assumer ce partenariat stratégique pour la coordination et la facilitation du développement des systèmes semenciers et la poursuite du Projet dans une deuxième phase, dès que son financement sera bouclé, à condition qu'il soit approuvé, bien entendu. Pour cela, elles se portent garantes de la poursuite du développement d'engagements institutionnels.

Ainsi, c'est à la Fondation de procurer au Conseil de l'expertise professionnelle et technique, c'est-à-dire de la coordination, de la facilitation, de l'envergure en matière de réglementation et de biosécurité, l'évaluation, le renforcement des capacités, la communication et les relations publiques, la mise en œuvre et le suivi convenables des programmes techniques et de communication (voir encadré).

Contact : Paco Sérémé
CORAF/WECARD, BP 48 Dakar RP
CP 18523, Dakar, Sénégal
Tél. : (221) 33 869 96 18
Fax : (221) 33 869 96 31
E-mail : paco.sereme@coraf.org
Skype : Skypesereme
Internet : www.coraf.org

Lutte contre la pauvreté : il y a place pour tous

L'Africa Harvest (Harvest Biotech Foundation International) est une Organisation non gouvernementale américaine qui se place au cœur de la lutte contre la faim, la malnutrition et la pauvreté dans les pays en développement. L'Afrique fait partie de ses priorités.

Ainsi, elle facilite aux petits producteurs la possibilité de s'engager dans des activités d'augmentation des rendements et revenus agricoles, en usant des outils de la biotechnologie et de la communication, sur le chemin de l'avènement du développement durable.

Pour ce faire, elle se concentre sur son programme de communication sur la biotechnologie, afin de rendre les populations puissantes prendre consciemment leurs décisions. Elle facilite également le transfert et l'application de technologies adaptées leurs besoins, afin d'assurer tout un programme d'impact sur les bénéficiaires.

Enfin, elle se focalise sur un programme international de développement impliquant les institutions africaines et les grandes initiatives internationales de développement et sur le renforcement des capacités.

recherché sur l'élaboration du Plan stratégique.

Les trois résultats, attendus de ces assises, ont été atteints, sans exception. Les participants ont eu une bonne compréhension du projet de cadre logique (voir édition précédente). Ils se sont, en effet, accordés sur les éléments fondamentaux devant fournir la base des activités futures du Plan stratégique. Ils ont versé d'autres contributions et commentaires dans le dossier de finalisation de ce cadre logique.

Les questions environnementales

Mais, pour y arriver, il leur a fallu sérieusement examiner jusqu'à la définition des concepts et notions, tels l'objectif général et l'objectif spécifique.

Ainsi, à l'institution, la concertation a assigné l'objectif général d'atteindre une croissance durable des secteurs agricoles, induite par l'implication équitable des acteurs de la sous-région et l'objectif spécifique d'améliorer, de manière durable, la croissance de la productivité, de la compétitivité et des marchés agricoles, induite par l'implication de tous les acteurs.

Pour le premier, il s'agit, en fait, que l'institution se préoccupe des questions environnementales, en évitant les pratiques agricoles dégradant des ressources. De ce fait, les préoccupations de l'ensemble des acteurs agricoles, qu'ils s'agissent des grandes entreprises commerciales, des petits exploitants cultivateurs et éleveurs, des femmes chefs de famille et des personnes vivant avec le virus du sida, doivent, désormais, être considérés.

Pour le second, l'institution devra, concrètement, considérer aussi bien les producteurs que les autres acteurs et les consommateurs.

Le plan opérationnel, 2007-2011

Les prochaines étapes du processus ont été également retenues : une équipe restreinte sera mise sur pied, afin de proposer un autre projet de cadre logique aux futurs ateliers, sa finalisation devant prendre du temps pour la qualité recherchée, et de rédiger le texte de la proposition de Plan stratégique.

En effet, un prochain atelier, portant

Quatrième atelier Plan stratégique révisé : le consensus obtenu

/// SORTIR LA PIROGUE DE L'EAU, SEULE l'entente le peut. Telle est l'attitude remarquable prise par les participants au troisième atelier de révision de son Plan stratégique, auquel le CORAF/WECARD les a conviés, du 27 au 28 janvier 2007, à Saly Portudal, au Sénégal.

Les gestionnaires de la recherche, chercheurs, représentants du Secteur privé, des Organisations non gouvernementales, des Organisations professionnelles de producteurs, des Partenaires au développement n'y ont pas failli. La consultation a bel et bien " accouché " du consensus

VIE DU CORAF/WECARD



sur la gestion du changement institutionnel dans l'institution explorera les questions relatives à la mise en œuvre des résultats définis dans le cadre logique (voir article suivant).

Il sera suivi d'un autre qui intégrera ses conclusions et préparera le plan opérationnel censé indiquer le nouveau mode de fonctionnement de l'institution, dans les prochaines cinq années, 2007-2011.

Un dernier atelier de concertation et d'information devra servir d'occasion

pour présenter et examiner le Plan stratégique, le plan opérationnel et le Programme de gestion du changement.

Contact : Julienne Kuisseu
CORAF/WECARD, BP 48 Dakar RP
CP 18523, Dakar, Sénégal
Tél. : (221) 33 869 96 18
Fax : (221) 33 869 96 31
E-mail : julienne.kuisseu@coraf.org
Skype : Kuisseujulienne
Internet : www.coraf.org

Cinquième atelier Plan stratégique révisé : pour se muer, il faut changer

W POUR ARRIVER, LE BON CHEMIN EST À prendre ", telle est l'attitude des participants du cinquième atelier, organisé par le CORAF/WECARD, pour élaborer le programme de gestion du changement institutionnel ou organisationnel indispensable à sa nouvelle mutation. C'était à Douala, du 26 au 28 février 2007.

Les participants — gestionnaires de la recherche, chercheurs, représentants du Secteur privé, des Organisations non gouvernementales, des Organisations professionnelles de producteurs, des Partenaires au développement — se sont exercés à trouver ce qui doit changer pour permettre la mise en œuvre du Plan stratégique et à planifier la façon d'opérer les changements souhaités.

Pour ce faire, il leur a fallu trouver les réponses aux questions suivantes : quelles dispositions faut-il prendre assurant l'atteinte des résultats fixés ?

Quels sont les facteurs actuels pouvant empêcher cette finalité ? Quelles nouvelles approches réalistes peut-on leur opposer ? Comment met-on en œuvre ces dernières ?

Les responsables des opérations

Avant les réponses apportées par les participants, rappelons ces résultats que vise le nouveau Plan stratégique. Le premier consiste à développer les technologies et innovations et le second les options stratégiques de prise de décision sur les politiques, institutions et marchés. Le troisième consiste à renforcer et à coordonner le système sous-régional de recherche agricole et le quatrième à faciliter et à satisfaire la demande prioritaire en connaissances agricoles des utilisateurs.

L'exercice a inéluctablement conduit à identifier treize changements, la manière de les opérer et les respon-

sables des opérations. Mais qui dit changement, dit difficulté.

Les rôles nouvellement définis

En effet, adopter la nouvelle approche programme ne sera pas une mince affaire. Car elle va s'opposer à l'approche réseau, à laquelle se sont trop longtemps habitués les chercheurs, les SNRA, les réseaux et les Partenaires financiers. Pour remédier à cela, les programmes de recherche devront être mis en réseau, afin d'améliorer leur exécution et réaliser certaines de leurs composantes.

Initier un nouveau partenariat signifie l'implication des Communautés économiques sous-régionales et régionales et, plus globalement, la collaboration avec l'ensemble des acteurs. Autrement dit, la CEDEAO et la CEMAC doivent accepter d'abriter un bureau du Conseil, sa représentation dans leur conseil d'administration, de signer, avec lui, un Accord de coopération (c'est déjà fait).

Introduire les règles de gouvernance et modifier les Statuts, de manière à prendre en compte cette nouvelle donne, tout comme les rôles, nouvellement définis, du Conseil d'administration élargi et du Comité scientifique et technique, sont vivement attendus.

Un réseau de recherche fonctionnel

Développer les capacités des SNRA est un travail de longue haleine, puisque, de toute évidence, les acteurs n'ont pas une perception commune de l'approche de génération et de diffusion des technologies, ne sont pas au même niveau d'organisation et communiquent faiblement entre eux au sein d'un même pays.

L'atelier recommande de remédier à cela, en choisissant, parmi eux, des leaders d'opinion, en tenant, avec eux, des consultations nationales, au cours desquelles seront définis leurs rôles, les règles de fonctionnement ainsi que les besoins de développement des capacités.

Développer les politiques semble inscrit au même registre, le manque de réseau de recherche étant criard. Une institution est donc à identifier, qui sera chargée de l'analyse des politiques ainsi que d'installer un réseau de recherche fonctionnel.

Il en est de même du problème que pose l'esprit d'appartenance caractérisé par l'absence de solidarité en matière de partage des efforts et ressources ainsi que la faiblesse de l'appropriation du principe de subsidiarité. Ceci étant regrettable en matière de coopération, l'atelier a suggéré la sensibilisation des responsables des SNRA, la conduite d'un plaidoyer auprès des ministères gouvernementaux et le respect scrupuleux des dispositions statutaires.

Le fonds compétitif régional

Il faut, cependant, admettre qu'à l'échelle sous-régionale, suivre et évaluer les outils de coopération que sont les projets, les engagements y afférents, les plateformes ou cadres de concertation nationaux et sous-régionaux, seuls des protocoles d'accord de financement, des accords de partenariat, des conventions de mise en œuvre peuvent impulser une nouvelle dynamique.

A l'échelle nationale, la mobilisation des ressources doit également être de mise, que cela vienne de l'Etat ou du Secteur privé, dans la mesure où les engagements pris à Maputo doivent être budgétisés et appliqués, les cadres de consultation de la contribution du Secteur privé formalisés et rendus opérationnels.

Dans cette optique et à un autre niveau, il est attendu du FARA comme des Communautés économiques sous-régionales la mise à disposition des fonds issus des mécanismes de financement communautaires, ce qui aidera beaucoup le Conseil dans son ambition de créer la fondation pour le financement de la recherche agricole sous-régionale. Ces derniers et le Conseil consultatif pour la recherche

agricole internationale doivent également en faire de même, pour que son Fonds compétitif régional fasse graduellement face au financement qu'il octroie aux projets de recherche.

Les acteurs à la base

Dans ce contexte, développer une stratégie en direction des Partenaires au développement est une mesure idoine. Vu la multiplicité de ces derniers, la diversité et la méconnaissance de leurs procédures de financement, les préjugés, les changements fréquents des règlements et procédures, il y a lieu, de bien identifier les partenaires, de collecter et d'assimiler leurs règles et procédures, d'instaurer des règles de gestion claire et transparente, de montrer les impacts de la recherche agricole et de faire un plaidoyer.

Sur un autre domaine, celui de cette " philosophie " de la recherche agricole intégrée, les participants ont décelé que l'approche participative est méconnue, les approches sont diverses, les capacités sont absentes, l'implication des acteurs à la base dans la définition des priorités des programmes de recherche est faible.

Ce sont les raisons qui doivent guider tous les acteurs, y compris les Organisations professionnelles des producteurs, pour entreprendre des actions hardies d'éducation et de sensibilisation, d'harmoniser toutes ces approches par rapport aux groupes ciblés, de renforcer les capacités et d'impliquer les acteurs à la base dans la programmation.

Réduire les coûts de production

Les mêmes analyses ont été effectuées en ce qui concerne la propriété intellectuelle, où deux problèmes ma-

jeurs restent en suspens : absence de protection des résultats de la recherche par des brevets et méconnaissance des règles de l'Organisation africaine de la propriété intellectuelle. Des mesures, comme définir les règles claires de valorisation de ces résultats, développer et renforcer les capacités, à l'échelle nationale et sous-régionale, sont proposées.

Le dernier domaine, que les participants ont eu à aborder, est la transformation post-récolte, qui est frappée par la faible technicité des producteurs, le manque d'équipement, l'absence de maîtrise des statistiques, le faible niveau d'investissement et l'absence de priorité politique.

C'est pourquoi, il urge, selon les participants, de renforcer, ici aussi, les capacités, de faciliter l'accès aux équipements, de rendre disponibles les matières premières, de faciliter l'accès aux crédits, d'améliorer la qualité et la quantité des produits et de réduire les coûts de production.

Contact : Paco Sérémé
CORAF/WECARD, BP 48 Dakar RP
CP 18523, Dakar, Sénégal
Tél. : (221) 33 869 96 18
Fax : (221) 33 869 96 31
E-mail : paco.sereme@coraf.org
Skype : Skypesereme
Internet : www.coraf.org

Le NEPAD négocie avec les organisations régionales

L'AFRO-PESSIMISME ÉTAIT TELLEMENT fort ___ et à juste raison ___ que l'annonce de sa naissance ne pouvait susciter que du tollé. Pourtant, le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) est, bel et bien, en train d' " entrer dans les mœurs ". C'est encore le cas : une de ses équipes est allée, en juin 2007, à



VIE DU CORAF/WECARD

Lusaka, discuter avec les autorités du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), dans le cadre du cycle des négociations pour apporter plus de soutien à son programme agricole.

C'est ce que nous apprend le bulletin d'information électronique, *NEPAD Dialogue*, du Programme détaillé de développement agricole pour l'Afrique de la zone COMESA.

Dirigée par le conseiller à l'agriculture, le professeur Richard Mkandawire, cette équipe a rencontré le secrétaire général du COMESA, Erastus Mvencha, pour discuter d'une Initiative de soutien conjoint pour le suivi du processus des tables rondes nationales sur le Programme détaillé de développement agricole pour l'Afrique

(PDDAA) (voir encadré) et pour la fluidité des flux des ressources destinés aux pays membres de cette région.

Un travail d'envergure...

La réunion a, tout d'abord, exprimé sa satisfaction de voir débiter les activités du Programme détaillé dans certains pays, tel le Rwanda. En conséquence, elle a, ensuite, recommandé que des équipes conjointes de conseil, de soutien, de suivi et d'évaluation du processus soient mises en place.

De plus, elle a demandé que les principes et approches, qui guident le Programme détaillé, soient appropriés par les Etats, des experts soient mis à leur disposition sur diverses questions techniques, incluant des actions d'évaluation des dépenses publiques, le Programme détaillé soit intégré dans l'agenda de leurs engagements nationaux et internationaux. Tout ceci a fait dire à M. Mvencha que ces équipes conjointes produisent des programmes de travail et développent des collaborations avec les Partenaires financiers et un travail d'envergure en matière de plaidoyer

sur le PDDAA.

De son côté, M Mkandawire a insisté sur la régularité qu'il faut imposer aux activités de suivi, tout en appuyant son interlocuteur sur la question fondamentale des relations à établir avec les Partenaires financiers.

Cette délégation du NEPAD avait aussi, en son sein, le docteur Maria Wanzala, coordonnatrice du Programme pour le développement des marchés des intrants agricoles, et M. Martin Bwalya, spécialiste de la gestion stratégique des terres.

Le PDDAA : une réalité palpable

Au NEPAD, les membres s'accordent sur la manière la plus efficace de réduire la pauvreté et d'améliorer la sécurité alimentaire : accroître durablement la productivité des ressources — terres arables et travail, dans la plupart des pays —, dont vivent les populations pauvres.

Ainsi, le but du NEPAD est d'assurer le développement guidé par l'agriculture capable d'éliminer la faim, de réduire la pauvreté et l'insécurité alimentaire, en lui ouvrant la voie de l'exportation, avec comme toile de fond une vision d'ici 2015.

Le Programme détaillé de développement agricole pour l'Afrique vise donc soutenir les systèmes et échanges technologiques adaptés, parce que capables de régler les problèmes posés par l'agriculture africaine, surtout ceux des producteurs. Il vise également mobiliser largement les potentiels pour le développement des filières porteuses, tel le manioc, parce que contribuant fortement la sécurité alimentaire et l'amélioration des revenus des populations.

Contact : Bamazi Kassalo
CORAF/WECARD, BP 48 Dakar RP
CP 18523, Dakar, Sénégal
Tél. : (221) 33 869 96 18
Fax : (221) 33 869 96 31
E-mail : bamazi.kassalo@coraf.org
Skype : Bamazi
Internet : www.coraf.org

La recherche agricole n'échappe pas aux guerres civiles

LE CAS QUE NOUS ALLONS ÉVOQUER, aujourd'hui, nous ramène à cette bonne vieille leçon de toujours secourir ton voisin à éteindre l'incendie qui se déclare chez lui. C'est ce que le CORAF/WECARD tente de faire dans ses huit SNRA en situation de post-conflits armés. A sa manière, il leur vient en secours, en cherchant à trouver, à travers un atelier, tenu à Abidjan, du 3 au 5 octobre 2007, des solutions, à sa mesure, aux problèmes rencontrés.

Pour cela, il a convié une trentaine de participants, principalement venus de ces pays — République Centrafricaine, République du Congo, Côte d'Ivoire, République Démocratique du Congo, Guinée-Bissau, Sierra-Leone, Tchad et Liberia —, pour réfléchir ensemble sur comment reconstruire et réhabi-

liter leurs SNRA au moyen d'un plan directeur.

un Programme de réhabilitation des semences...

Après d'âpres discussions, inspirées par le rapport de la conférence électronique, organisée de mai à juin 2005, six recommandations et une ébauche de plan directeur ont été faites.

Les recommandations formulées consistent à récolter le maximum de documentation sur le processus et les effets de l'atelier, à organiser des ateliers nationaux pour restituer les résultats de ce premier atelier et pour collecter des données fondamentales sur les tâches à accomplir et les acteurs impliqués, à l'intention du deuxième



La solidarité agissante, avec nos 8 SNRA en difficulté momentanée, contribue à les aider à relever leur recherche agricole des cendres de la guerre civile.

atelier en vue, à tenir effectivement ce dernier qui se chargera de finaliser le plan directeur, sur la base des programmes retenus au niveau national. Elles consistent également à mobiliser les ressources et à installer des systèmes de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre des conclusions, à travers toute la sous-région, d'appliquer, à l'échelle nationale, la restructuration des programmes, dès leur approbation, et à développer un Programme de réhabilitation des semences et des ressources génétiques.

Les tâches de légalisation et de politique

Quant à l'ébauche de Plan d'action, l'objectif général fixé est d'initier une dynamique de croissance élevée dans ces pays et l'objectif spécifique, qui en découle, de développer un commerce fondé sur la productivité, la compétitivité et les marchés agricoles.

Pour les réaliser, cinq résultats sont retenus : les structures organisationnelles et institutionnelles sont réhabilitées ou créées, financées et opérationnelles à travers la bonne gouvernance, l'emploi d'un personnel scientifique et d'appui bien formé et motivé, dotés d'une masse critique appropriée, la mise à disposition et l'utilisation durable des infrastructures essentielles, l'encouragement d'un environnement légal et institutionnel favorable au développement et au fonctionnement effectifs de la recherche agricole, la mise en place et le fonctionnement effectifs

d'un système d'information et de communication approprié.

Selon les participants, la réalisation de ces résultats attendus est possible, si sont mises en œuvre les tâches organisationnelles et institutionnelles, les tâches assignées au personnel et aux ressources humaines, les infrastructures et les ressources physiques, les tâches de légalisation

et de politique, d'information et de communication.

Contact : Jean-Pierre Ilboudo
CORAF/WECARD, BP 48 Dakar RP
CP 18523, Dakar, Sénégal
Tél. : (221) 33 869 96 18
Fax : (221) 33 869 96 31
E-mail : jean-pierre.ilboudo@coraf.org
Internet : www.coraf.org

CORAF/WECARD Les cultures vivrières ont un titulaire

Le remue-ménage, fait de changements et de nouvelles activités, continue de donner un rythme endiablé à la vie du Conseil Ouest et Centre africain pour la recherche et le développement agricoles. Les premiers ateliers de révision de son Plan stratégique ont démarré, depuis novembre 2006. Ils l'ont doté d'une mission et d'une vision sur l'avenir de la sous-région d'ici 2016. Elles ont été matérialisées par un nouveau Plan stratégique, un plan opéra-

LE PREMIER, RECRUTÉ EN MAI 2006, est un spécialiste des semences. Parti de son lointain Ghana, plus exactement du Crops research institute (CRI), un centre du Council for Scientific and Industrial Research (CSIR), Dr Ernest Assah Asiedu est venu servir, à Dakar, le 1er décembre

tionnel, un programme de changement.

C'était en vue de tout cela, il a, très tôt, mis en place un programme de renforcement de ses capacités et de son organisation. Dans la transparence la plus totale — appel candidatures, sélection et entretien —, la direction exécutive, basée à Dakar, a encore recruté deux nouveaux cadres, placés sous la supervision du directeur des programmes, Marcel C. Nwalozie.

de la même année, comme gestionnaire de programme sur les cultures vivrières.

L'institution a, en effet, besoin de lui pour s'occuper de la gestion quotidienne de toutes les activités de " réseautage ", de la représenter au comité chargé de l'évaluation des

VIE DU CORAF/WECARD



Dr Ernest Asiedu, gestionnaire de programme sur les cultures vivrières au CORAF/WECARD.

requêtes de financement proposées, de préparer les plans annuels de travail et leur budget.

Elle l'accueille également pour travailler étroitement avec l'ensemble des acteurs, sans exception, impliqués dans la mise en œuvre du travail des réseaux et pour être un véritable chef de file de l'organisation des suivis périodiques à entreprendre.

Une autre belle moisson supérieure

Mais pourquoi lui et pas un autre ! Parce qu'il faut savoir que docteur Ernest a toutes les qualités requises pour ce poste, y compris de commencer à être un " vieux routier " dans la recherche comme dans l'administration de la recherche. Derrière ses lunettes de professeur d'université de métier qu'il a taquiné, en tant qu'examineur externe à l'University of science and technology d'Accra et encadreur d'étudiants de troisième cycle, il ne vient pas ici en terrain inconnu. Il a été, de 2006 à 2007, le coordonnateur du Réseau céréales du CORAF/WECARD.

Sa licence en sciences agronomiques en poche, obtenu en juin 1981, à l'Université du Ghana, il s'en est allé décrocher, cinq ans après, en décembre 1986, un mastère en sciences et techniques des semences, à la Mississippi University State, aux Etats-Unis, avant de retourner dans son cher pays.

Neuf ans plus tard, c'est-à-dire avant octobre 1992, il en ressort pour filer, cette fois, au Royaume-Uni, où il fré-

quente l'University Aberseem. Il y fait, trois ans après, en septembre 1995, une autre belle moisson supérieure : le doctorat d'Etat sur la même discipline.

De plus, au CSIR, où il est recruté, en 1981, dès après son premier diplôme supérieur, il a, tour à tour, occupé les fonctions de recherche, mais aussi d'administration. En tant que chercheur, il a gravi tous les échelons, jusqu'à devenir, en quinze ans, directeur de recherche. " Il a mouillé le maillot ", comme on dit.

Le prix national du meilleur chercheur

A ce titre, sa production scientifique atteint la centaine de travaux, d'articles, de rapports, d'actes, individuels ou co-édités, sur le niébé, le maïs, le soja, le riz, les légumes, le stress hydrique, la production, le stockage, le séchage, la commercialisation, la politique, la vulgarisation, etc. Ce sont autant de sujets publiés dans des ateliers, colloques, revues scientifiques, livres, manuels, guides, etc.

Quant à la casquette administrative, il l'a souvent portée, tout en menant les activités de recherche, pour avoir été le chef de la division de la technologie des semences, de post-récolte et de la biochimie du CRI, gestionnaire assistant de sa station de Kwadaso, président de son comité de gestion interne, plusieurs fois représentant de son directeur, de celui de l'Institut de recherche sur la pédologie et du directeur général du CSIR.

Il couronne le tout, en remportant brillamment le prix national du meilleur chercheur agronome de l'année 2001 et en raflant le prix pour la science et la technologie de la Research Staff Association (RSA) du Ghana pour ses recherches sur le développement de la qualité des protéines du maïs.

Contact : Jean-Rostand Kamga Jiadias
CORAF/WECARD, BP 48 Dakar RP
CP 18523, Dakar, Sénégal
Tél. : (221) 33 869 96 18
Fax : (221) 33 869 96 31
E-mail : jean-rostand.kamga@coraf.org
Internet : www.coraf.org

CORAF/WECARD La planification de la recherche a un titulaire

LE SECOND HAUT CADRE, RECRUTÉ PAR le CORAF/WECARD, le 9 novembre 2006, est un spécialiste de l'économie agricole. Venu de son Cameroun natal, encore plus éloigné que le Ghana, plus précisément de la faculté d'agronomie et des sciences agricoles de l'Université de Dschang, Dr George Achu Muluh est venu servir, à Dakar, le 8 janvier 2007, comme le chargé de la planification de la recherche agricole.

Universitaire dans le sang, mais sans les lunettes, et versé dans des domaines de recherche comme la micro-finance et la réduction de la pauvreté, l'analyse des politiques économiques et les études de marchés, la gestion et l'économie des ressources naturelles, l'institution compte beaucoup sur lui.

Sous la supervision du directeur des programmes, il porte sur ses épaules

la charge d'assurer l'identification, la préparation et la promotion de la cohérence des programmes avec les priorités de recherche, d'assurer l'impact et l'orientation des programmes et activités, de faire en sorte que l'institution continue de jouer un rôle stratégique dans la recherche et le développement agricoles.

Ses épaules de lutteur...

Autrement dit, il doit mettre l'accent sur les valeurs individuelles des chercheurs et des gestionnaires, afin d'influencer la tournure de la recherche vers son impact, de diriger et faciliter les activités d'identification et les processus de planification, de développer les outils de planification stratégique requis.

Il en sera de même du fait d'assister les Systèmes nationaux de recherche agricole en matière de planification de



Dr George Mulu Achu, chargé de la planification de la recherche agricole au CORAF/WECARD.

la recherche pour l'impact, de participer au suivi de la programmation de la recherche et à la mise en œuvre des programmes de recherche, de coordonner les révisions périodiques du Plan stratégique, de contribuer au renforcement des partenariats. Enfin, il est sollicité à participer à l'élaboration des budgets et à la préparation des requêtes de financement des projets.

En tout état de cause, ses épaules de lutteur sont suffisamment larges et la tête suffisamment pleine pour assumer autant de charges. Le parcours de ses états de service en est éloquent.

Vice-doyen chargé de la programmation et..

Il est un pur produit des Universités fréquentées, où il y a franchi tous les échelons d'études et occupé d'importantes fonctions académiques à l'Université de Dschang. A l'Université de Yaoundé, en effet, son premier parchemin, décroché en 1987, est la licence d'économie. Il quitte le pays, un an après, traverse la frontière pour se retrouver de l'autre côté, le Nigeria, y dépose son baluchon, s'inscrit à l'University of Ibadan qui lui délivre, deux ans après, en 1990, le mastère en économie agricole.

Mais, avide d'études ou de diplômes, ceux-là ne lui étaient pas suffisants, puisque, deux ans après, il reprend " ses cliques et ses claques " ainsi que la route, cette fois, très loin du bercail, vers l'Allemagne qui le voit débarquer à l'Université de Giessen, d'où il sort

L'oignon en poudre : une technique améliorée

TOUT NOUS EST IMPORTÉ, Y COMPRIS les produits et sous-produits que nous produisons à gogo. C'est le cas de la poudre d'oignon qui assaisonne quotidiennement les repas des Camerounais. Pourtant, le pays est

docteur d'Etat en économie agricole, en 1995.

De nouveau au pays, le " diplômé des diplômés " en poche, il est recruté par l'Université de Dschang, où il gravit, plus tard, les échelons académiques suivants : coordonnateur du département d'agrobusiness et maître assistant à la faculté des sciences économiques et de gestion, vice-doyen chargé de la scolarité et du suivi des étudiants, vice-doyen chargé de la programmation et du suivi des affaires académiques, au sein de la faculté d'agronomie et des sciences agricoles.

En bon universitaire, il s'est consacré " corps et âme " à encadrer des étudiants et à publier. En quatre ans, il a supervisé la réalisation de plusieurs mémoires et thèses. Il a publié plusieurs articles, communications, rapports d'études, dans des journaux, revus, rencontres, etc.

Pêle-mêle, ils portent sur les besoins en crédit des petits producteurs, les finances informelles, les coûts-bénéfices des forêts communautaires, la gestion des ressources de l'environnement, la structure des coûts de production agricole, la stratégie de fixation des prix et la rentabilité de la commercialisation du miel, les opportunités et enjeux de l'horticulture sous-régionale, la valeur économique des produits forestiers non ligneux, l'impact et les conséquences de la libéralisation des exportations et du commerce des produits agricoles, etc.

Contact : Jean-Rostand Kamga Jiadias
CORAF/WECARD, BP 48 Dakar RP
CP 18523, Dakar, Sénégal
Tél. : (221) 33 869 96 18
Fax : (221) 33 869 96 31
E-mail : jean-rostand.kamga@coraf.org
Internet : www.coraf.org

non seulement autosuffisant en cette culture, mais aussi en exporte vers les pays voisins.

Ces performances ont été rendues possible par la vulgarisation massive des techniques culturales, comme les semences améliorées, les semis en ligne, les semis en casier, les engrais, l'arrosage, etc.

Un tel paradoxe ne pouvait laisser indifférents les chercheurs du laboratoire de technologie agroalimentaire de la station polyvalente de recherche agricole de Garoua (province du Nord), de l'Institut de recherche agricole pour le développement (IRAD). Ils ont mis au point une innovante technique de séchage solaire et de transformation en poudre de l'oignon, parce que réduisant considérablement les pertes post-récoltes et facilitant vraiment le transport du sous-produit, de cette province vers celle du Centre,

Coraf Action

Lettre d'information trimestrielle
du Conseil Ouest et Centre africain pour
la recherche et le développement agricoles

Directeur de publication
Paco Sérémé

**Coordonnatrice nationale
ayant contribué à ce numéro**
Rose-Ekindi Mbonga
IRAD, Cameroun

Rédacteur en chef
Armand Faye

Documentation
Kassalo Bamazi

Mise en pages
Ngor Sarr

Edition et distribution
CORAF/WECARD

Version anglaise disponible

CORAF/WECARD, BP 48 Dakar RP
CP 18523, Sénégal
Tél. : (221) 33 869 96 18
Fax : (221) 33 869 96 31
E-mail : paco.sereme@coraf.org
E-mail : jean-pierre.ilboudo@coraf.org
E-mail : armand.faye@coraf.org
Internet : www.coraf.org
ISSN : 0850 5810

NOTES DE LECTURE

en l'occurrence vers Yaoundé, la capitale.

Aider à réduire les importations

Sans se faire prier, ils ont effectué des essais qui ont donné des formules d'assaisonnement de plats de poulet, de poisson et de porc. Et à Garoua comme à Yaoundé, ces formules ont été testées auprès de groupes de ménagères. Elles leur ont trouvé un intérêt culinaire et économique certain.

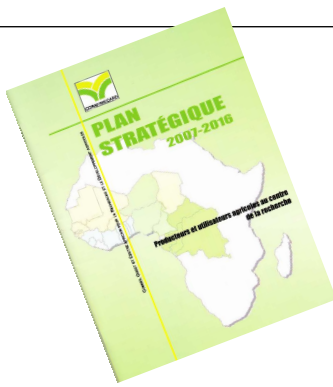
Mais ce n'est pas tout. Car, pour rendre facile leur commercialisation, il reste à trouver comment stabiliser leur conditionnement. Pour cela, les femmes se sont vues former pour promouvoir, transformer et utiliser l'oignon, sous forme de lamelles séchées et de poudre.

Le vœu de ces chercheurs est de voir ces découvertes aider à réduire les importations inacceptables de sous-produits d'oignon, destinés à l'assaisonnement des repas.

Contact : Anselme Kameni
IRAD, BP 2123, Yaoundé
Cameroun
Tél. : (237) 77 33 65 86 86
E-mail :
anselmekameni@yahoo.com

Biotech Echo, bulletin de Burkina Association, numéro 8 de juin 2007.

Il aborde d'importantes questions relatives à la crise cotonnière en Afrique subsaharienne, la volonté des Africains de reprendre le contrôle de la société cotonnière DAGRIS, aux variétés de manioc améliorées résistantes à la maladie des zébrures brunes du manioc, à la biofortification en Afrique, aux records atteints par le riz en Afrique grâce au NERICA, etc.



Plan stratégique 2007-2016. Producteurs et utilisateurs agricoles au centre de la recherche. Par le département de la gestion de l'information et de la communication du CORAF/WECARD.

Cette brochure comporte un aperçu de l'institution, de sa vision, de sa mission, de son objectif général et de son objectif spécifique. Elle situe le contexte, dans lequel baigne le secteur agricole de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, la stratégie pour la décennie à venir, suivie par son outil de mise en œuvre, c'est-à-dire le plan opérationnel (2007-2011).



Dix ans de coopération et de partenariat à l'IRAD. Forum des partenaires et revue scientifique. Par l'Institut de recherche agricole pour le développement (IRAD) du Cameroun.

Cette brochure passe en revue les différents partenaires de l'institut, les conventions et contrats de coopération entre eux, les projets et microprojets, les missions à l'étranger, leur financement, les missions accueillies, etc.

AGENDA

Les activités du Conseil

- ❑ Une forte délégation s'est rendue, à Bruxelles, pour participer à la conférence des partenaires financiers de l'institution, du 23 au 28 octobre 2007.
- ❑ Une délégation s'est rendue, sur place, à Yaoundé, du 29 octobre au 3 novembre 2007, pour préparer la prochaine Assemblée générale de l'institution prévue, en mai 2008.

Les activités conjointes

- ❑ La direction du West Africa bioscience Network (WABNET) a représenté le NEPAD à la réunion des experts du Conseil des ministres de la science et de la technologie des pays du G8 sur un partenariat durable pour une science et une technologie au service de la sécurité de l'homme et du développement de l'Afrique, du 16 au 20 octobre, à Berlin.
- ❑ La direction exécutive de l'institution a participé à la septième réunion du Conseil exécutif du Forum pour la recherche agricole en Afrique, du 28 au 30 octobre 2007, à Accra.
- ❑ La direction du WABNET a assisté à la troisième réunion de la Conférence des ministres de la science et de la technologie, du 10 au 17 novembre 2007, à Mombassa, au Kenya.
- ❑ La direction du WABNET a représenté le NEPAD à la conférence mondiale sur la bioscience et la biotechnologie, du 23 au 26 novembre 2007, à Alger.

Les autres activités

- ❑ Un représentant de l'institution a participé au séminaire des partenaires Ouest africains de l'Agence américaine pour le développement international, du 30 octobre au 4 novembre 2007, à Accra.
- ❑ Un représentant de l'institution a assisté à l'atelier de définition d'un cadre harmonisé pour la formulation du Programme régional d'investissement agricole (PIRA), du 1er au 3 novembre 2007, à Ouagadougou.
- ❑ La direction exécutive de l'institution a participé à la réunion ministérielle de la CEDEAO sur le Plan d'action de la biotechnologie, les pesticides et les semences, du 4 au 9 novembre 2007, à Ouagadougou.
- ❑ La direction des programmes a participé à l'atelier sur la gestion des systèmes agroforestiers du bureau Afrique de l'Ouest et du Centre de l'ICRAF, du 11 au 14 novembre 2007, à Bamako.
- ❑ Un représentant de l'institution s'est rendu, à Wageningen, aux Pays-Bas, pour assister à la réunion sous-régionale des acteurs des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, du 12 au 16 novembre 2007.
- ❑ Une délégation a représenté l'institution à l'Assemblée générale annuelle du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale, du 29 novembre au 6 décembre 2007, à Beijing.